

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20230706-lmc1209122-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 11 juillet 2023
Date d'affichage : 12/07/2023

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 6 JUILLET 2023**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 6 juillet 2023, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : Anaïs DIR

| PRESENTS | REPRESENTES | ABSENTS |
|--|-------------|---------|
| 67 | 11 | 3 |
| OBJET DE LA DELIBERATION | | |
| <p>N° 23/07/189</p> <p>CONVENTION DE DELEGATION DE COMPETENCE ENTRE LA REGION PROVENCE-ALPES- COTE D'AZUR ET LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE POUR L'ORGANISATION DE SERVICES DE TRANSPORT EN DEHORS DU PERIMETRE METROPOLITAIN - AUTORISATION DE SIGNATURE</p> | | |

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice BROTONS, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. François CARRASSAN, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, M. Yannick CHENEVAR, M. Franck CHOUQUET, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Erick MASCARO, M. Jean-Louis MASSON, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, M. Christian SIMON, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT.

REPRESENTES :

M. Gilles BALDACCHINO ayant donné pouvoir à M. Amaury NAVARRANNE, M. Anthony CIVETTINI ayant donné pouvoir à M. Philippe LEROY, Mme Nadine ESPINASSE ayant donné pouvoir à Mme Béatrice BROTONS, Mme Pascale JANVIER ayant donné pouvoir à Mme Magali TURBATTE, M. Mohamed MAHALI ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, Mme Josée MASSI ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, Mme Valérie MONDONE ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Laurent CUNEO, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à Mme Dominique ANDREOTTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI.

ABSENTS :

Mme Corinne CHENET, M. Jean-Pierre COLIN, M. Jean-David MARION.

Séance Publique du 6 juillet 2023

N° D' O R D R E : 23/07/189

**O B J E T : CONVENTION DE DELEGATION DE COMPETENCE
ENTRE LA REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR
ET LA METROPOLE TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE POUR L'ORGANISATION DE
SERVICES DE TRANSPORT EN DEHORS DU
PERIMETRE METROPOLITAIN - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1 et L5211-1,

VU le Code des Transports,

VU la Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) qui confie de nouvelles compétences aux Régions, notamment concernant les transports,

VU la Loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'Orientation des Mobilités (dite « LOM »),

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 16/12/192 du Conseil Métropolitain en date du 16 décembre 2016 relative à l'approbation du Plan de Déplacements Urbains 2015-2025,

VU la délibération n° 23/02/021 du Conseil Métropolitain en date du 23 février 2023 confiant à la société RD TPM l'exploitation du service de transport terrestre et maritime de voyageurs de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le contrat de Délégation de Service Public n°23CONC01,

VU l'avis de la Commission Mobilités en date du 23 juin 2023,

VU le projet de convention ci-joint,

CONSIDERANT qu'il est dans l'intérêt de l'amélioration du cadre de vie de mener des actions en vue de diminuer l'utilisation de la voiture au profit des transports en commun,

CONSIDERANT qu'au 1er janvier 2016, le Conseil Départemental a décidé de supprimer la ligne interurbaine 8807 qui reliait Ollioules à Sanary-sur-Mer au motif d'une faible fréquentation, ligne limitrophe aux territoires la Communauté d'Agglomération Sud Sainte Baume (CASSB) et la Métropole Toulon Provence Méditerranée, qui desservait notamment la gare d'Ollioules – Sanary-sur-Mer,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée et CASSB sont respectivement Autorités Organisatrices de la Mobilité sur leur ressort territorial respectif et ont la volonté commune de coordonner leurs efforts et de mutualiser certains services afin d'offrir le meilleur service possible à la population de la zone en lien avec la gare d'Ollioules – Sanary-sur-Mer,

CONSIDERANT que le projet d'amélioration de la desserte de la gare d'Ollioules – Sanary-sur-Mer consisterait en le prolongement de lignes de bus existantes du réseau Mistral et que la Métropole Toulon Provence Méditerranée et CASSB s'accordent pour convenir que l'organisation sera assurée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur est Autorité Organisatrice de la Mobilité dès lors que la desserte concerne plusieurs ressorts territoriaux,

CONSIDERANT qu'il convient en conséquence d'établir une convention de délégation de compétence entre la Région et la Métropole Toulon Provence Méditerranée pour permettre l'organisation de cette desserte,

CONSIDERANT que cette convention a pour objet l'organisation du Service Public de transport entre deux personnes publiques, ne donne lieu à aucun flux financier entre elles et n'entre pas dans le champ d'application de la commande publique,

CONSIDERANT qu'il convient de signer la convention pour la période du 1^{er} septembre 2023 pour une durée de 3 ans, soit jusqu'au 31 août 2026,

CONSIDERANT qu'il appartiendra ensuite à la Métropole Toulon Provence Méditerranée et CASSB de formaliser par une convention spécifique l'organisation des services de transport entre les deux établissements publics,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer avec la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, la convention de délégation de compétence pour l'organisation de services de transport en dehors du périmètre métropolitain pour la période du 1^{er} septembre 2023 pour une durée de 3 ans, soit jusqu'au 31 août 2026.

ARTICLE 2

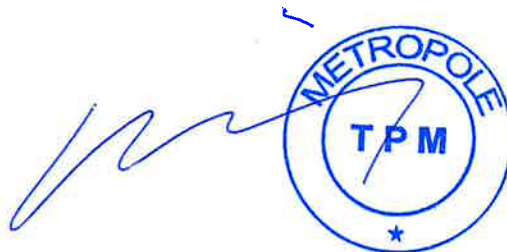
DE DIRE que cette convention n'implique pas de dépense supplémentaire pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 6 juillet 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR 71

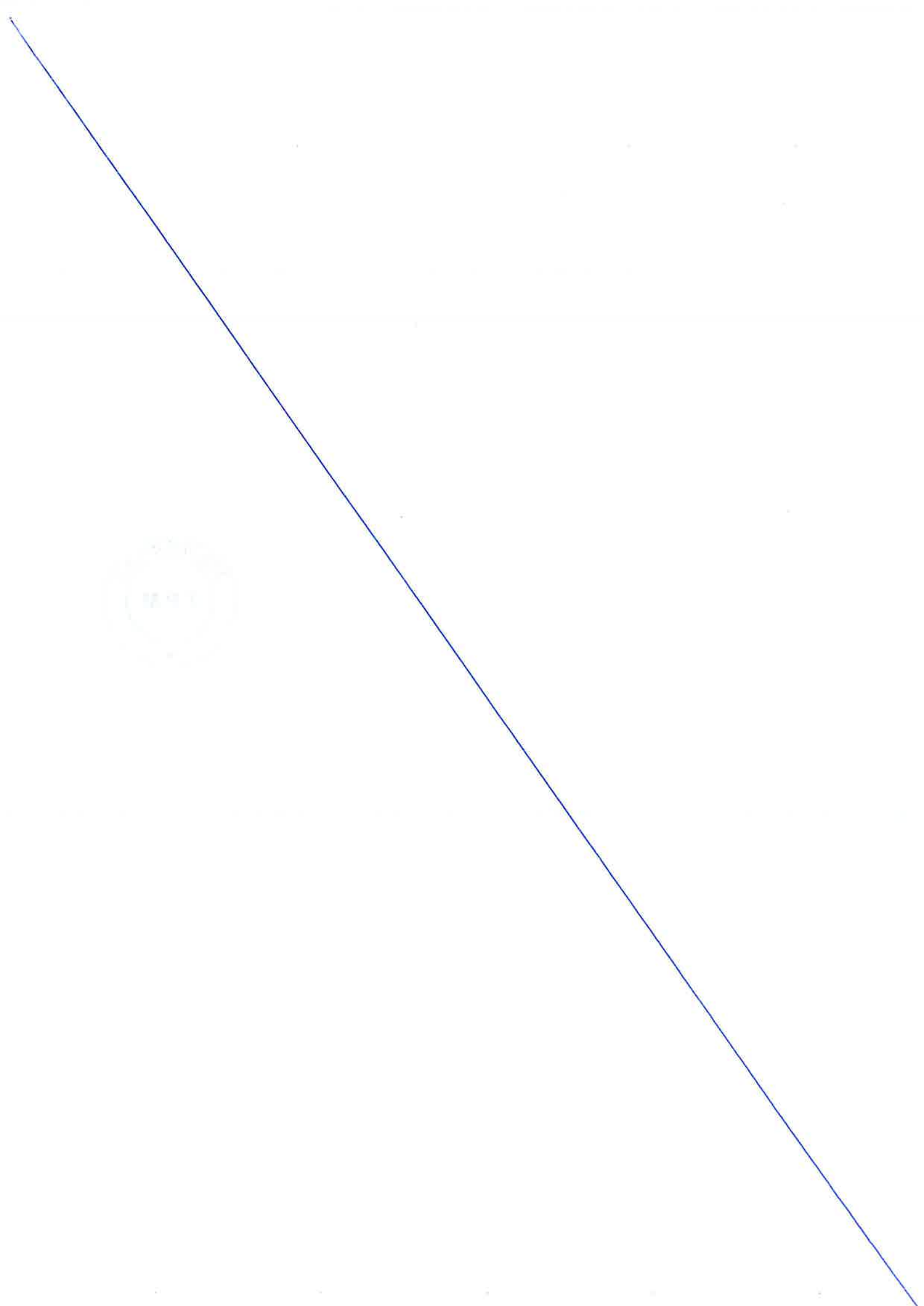
CONTRE 0

ABSTENTION 1

Madame Rachel ROUSSEL.

Elu(s) ne prenant pas part au vote :

Madame Josy CHAMBON, Monsieur Mohamed MAHALI, Madame Edwige MARINO, Monsieur Amaury NAVARRANNE, Madame Virginie PIN, Monsieur Hervé STASSINOS.





TRANSPORT PUBLIC REGULIER

Convention de délégation de compétence entre la Région et la Métropole Toulon Provence Méditerranée

ENTRE :

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par Renaud MUSELIER, Président du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, dûment habilité par la délibération n° du Conseil régional du ci-après dénommée « la Région ».

d'une part,

ET :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée représentée par Jean-Pierre GIRAN, Président de la Métropole, en application de la délibération n° du ,ci-après dénommée « la Métropole ».

d'autre part,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 relative à la Nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;

Vu le code des transports et notamment ses articles L 1231-4, L.3111-1 et suivants ;

Vu la demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en date du 03 avril 2023.

EXPOSE

La Région en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité régionale organise notamment les services de transports réguliers de personnes d'intérêt régional.

La Métropole qui est autorité organisatrice de la mobilité sur son ressort territorial, est compétente pour organiser les services de transports de personnes réguliers, ou à la demande ainsi que les services de transports scolaires à l'intérieur de son ressort territorial.

La Métropole souhaite optimiser la desserte de la gare ferroviaire d'Ollioules-Sanary sur mer, située sur son ressort territorial et a demandé, à ce titre, l'autorisation de procéder à des prises en charges et des déposes de passagers sur la commune de Sanary-sur-Mer située sur le ressort du territoire de l'Agglomération « Sud Sainte-Baume », soit hors de son ressort territorial.

La Région donne une suite favorable à cette demande en déléguant partiellement à la Métropole, sa compétence pour l'exercice du service de transport régulier de personnes, dans le but d'encourager l'intermodalité et d'améliorer la desserte de cette gare de proximité en développant son accessibilité

La présente convention vise à définir les modalités de cette délégation de la compétence sur le transport public régulier de personnes à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, pour ce besoin précis de desserte de la gare d'Ollioules-Sanary sur mer.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir la nature des compétences déléguées par la Région à la Métropole ainsi que les modalités de cette délégation.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} septembre 2023, pour une durée de 3 ans, soit jusqu'au 31 août 2026.

Elle peut être résiliée, par chacune des parties, sous réserve d'un préavis de 6 mois avant la date de fin souhaitée, par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 3 : PERIMETRE DE LA DELEGATION DE COMPETENCE

La Région délègue à la Métropole l'organisation du transport régulier publics de personnes pour la desserte de la gare ferroviaire d'Ollioules-Sanary sur Mer, depuis son ressort territorial en procédant à des prises en charges et des déposes de passagers sur la commune de Sanary-sur-Mer.

Les modalités de la prise en charge des passagers, assurée par le réseau de transport urbain de la Métropole, sur le territoire de l'Agglomération « Sud Sainte-Baume » seront définies conventionnellement entre ces deux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale.

ARTICLE 4 : RESPONSABILITE DES PARTIES

La Métropole est responsable de l'organisation du service par délégation. Elle informe la Région des éléments relatifs à l'organisation du service.

A ce titre, elle informe la Région des éléments relatifs à l'organisation du service.

Elle instruit l'ensemble des demandes d'autorisation et procédures nécessaires à l'organisation et à l'exercice de ce service et informe la Région de la bonne conduite de ces procédures.

Elle assure l'entière responsabilité de ces procédures et des liens contractuels qui seront établis avec d'éventuels opérateurs pour la réalisation de ce service.

Elle assure l'entière responsabilité de ces procédures et des liens contractuels qui seront établis avec d'éventuels opérateurs pour la réalisation de ce service.

Elle prend toutes les mesures nécessaires pour le contrôle de cet exercice par d'éventuels opérateurs, notamment en cas de non-exécution ou non-respect des clauses contractuelles. Elle informe la Région des contrôles qu'elle exerce.

Elle prend en charge tout litige qui pourrait naître de l'une ou l'autre des procédures qu'elle conduit pour l'organisation et l'exercice de ce service. Elle informe la Région des éventuels litiges et de leur règlement.

Elle transmet à la Région toute pièce relative à l'organisation et à l'exercice du service sur simple demande.

ARTICLE 5 : COUT DES SERVICES DELEGUES

Toutes les dépenses liées aux services délégués sont prises en charge par la Métropole.

ARTICLE 6 : LITIGES

Les parties s'accordent à porter tout différend pouvant s'élever entre elles pour l'application et l'interprétation de la présente convention devant le tribunal administratif de Marseille, nonobstant tout règlement transactionnel qui pourrait intervenir entre elles.

A Marseille, le

Le Président du Conseil régional
Provence-Alpes-Côte d'Azur,

Le Président de la Métropole Toulon
Provence Méditerranée,

Renaud MUSELIER

Jean-Pierre GIRAN

